l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi
3 avril 1976
dimanche
4 avril 1976
No 463
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Carcassonne

Contre l'arrestation d'un des leurs

8 000 VITICULTEURS SE MOBILISENT EN QUELQUES HEURES

Spontanément 8 000 viticulteurs se sont mobilisés, ils manifestent ici sur le boulevard Barbès à Carcassonne (photo AP).

Ce samedi doit se tenir à 16 heures à Béziers, à l'initiative du Comité régional d'action viticole de l'Hérault un important rassemblement de masse. Aux termes de l'appel lancé jeudi soir par les organisateurs, cette manifestation de masse doit avoir un profond caractère unitaire. Elle regroupera non seulement les viticulteurs mais également l'ensemble des travailleurs, ainsi que les personnels de l'Education nationale, les petits commerçants et les artisans.

Auparavant auront eu lieu le 2 avril à 18 heures devant les caves-coopératives des chefs-lieux de cantons des rassemblements de viticulteurs appelés par le Comité régional d'action viticole de l'Hérault.

Toutes ces manifestations sont organisées pour riposter à la répression à laquelle se livrent la bourgeoisie et son gouvernement contre les vicitulteurs en colère, et plus particulièrement pour exiger la libération immédiate de l'un d'entre eux, Albert Tisseyre, dont la garde à vue se poursuit depuis jeudi matin.

C'est en effet jeudi matin, à 6 heures, que le viticulteur, Albert Tisseyre, propriétaire d'une dizaine d'hectares de vigne à Lauraguel, dans l'Aude, a été interpellé par la police. A l'heure officielle de lever du soleil, deux auto-mitrailleuses bourrées de CRS, et un car de gardes mobiles encerclaient la demeure d'Albert Tisseyre. Plus de 150 flics ! Ils étaient venus en force ! Et pour plus de sûreté encore, afin d'isoler complètement la maison de l'extérieur, ils avaient même arraché les fils du téléphone à coups de perches !

Une perquisition a ensuite été effectuée au domicile du viticulteur. Puis après s'être saisis d'une carabine 22 long rifle, de cartouches et d'une casquette kaki, les gendarmes ont embarqué Albert Tisseyre dans un hélicoptère à destination de Montpellier. Là, aussitôt, les interrogatoires commençaient au service régional de police judiciaire. Vendredi matin encore, le prévenu devait répondre aux questions des flics sur son emploi du temps le 4 mars dernier.

(Suite page 3.

«Parisien libéré»

Succès d'une action des travailleurs de la presse

Hier, à 23 h 45, une trentaine de grévistes du «Parisien libéré» appuyés par une forte «délégation» de leurs camarades de la presse parisienne ont pénétré dans les locaux d'un des distributeurs du «Parisien libéré» de Monsieur Amaury, rue du Landy (face aux locaux de la Sicavic, fortement gardés par les CRS). Ils ont pu emporter un important «butin de guerre» se composant entre autres des fiches signalétiques des chauffeurs de l'entreprise Gauch (distributeur).

Liban

LA TREVE DE 10 JOURS

Au Liban c'est la trêve. Craignant une intervention syrienne qui aurait limité leur avancée les partis de «gauche» parmi lesquels agissent les forces prosoviétiques ont annoncé jeudi qu'ils acceptaient un arrêt des combats à partir de vendredi midi et ce pour une durée de 10 jours au cours desquels le président Frangié devra présenter sa démission et être remplacé.

De son côté le parti phalangiste d'extrême-droite et pro-américain annonçait jeudi soir sa décision de cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire. Les deux parties en présence ont cependant indiqué que leurs forces riposteront à toute attaque à laquelle elles pourraient être soumises de la part du côté adverse.

Hier tandis que les affrontements se poursuivaient les États-Unis ont développé une intense activité diplomatique. Le représentant du président américain au Liban, Dean Brown, a, en effet, rencontré une bonne partie des figures les plus connues de la vie politique libanaise : le président Soleiman Frangié, Pierre Gemayel, ministre de l'Intérieur allié des phalangistes, le patriarche maronite Khoreiche, le premier ministre Karamé.

Dans le même temps la 6e flotte américaine se rapprochait des côtes libanaises menaçant d'intervenir si la Syrie franchissait la frontière. De son côté l'autre superpuissance qui n'est pas la dernière à attiser, en coulisse, l'incendie libanais, a par la voix de son agence officielle, Tass, cité positivement les déclarations du général putschiste Aziz Al-Adhab et celles de Kamal Joumblatt.

Quoi qu'il en soit une chose est certaine, c'est que le Liban ne connaîtra pas de solution paisible à ses problèmes tant que les deux superpuissances équiperont et paieront secrètement des Libanais pour faire la guerre civile.

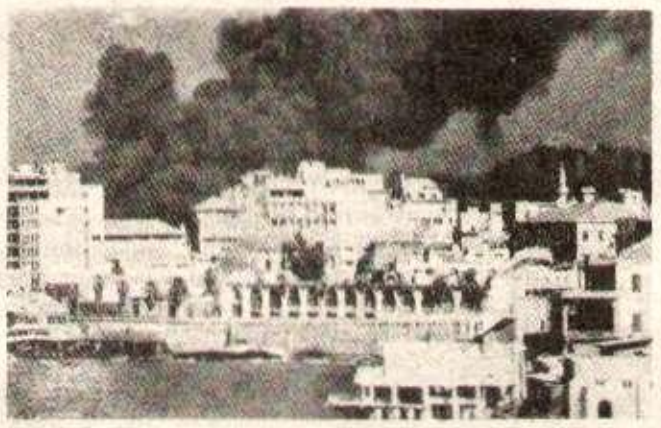

Image de la vie quotidienne à Beyrouth.

Armée

Il y a 3 ans, vacciné de force, Un jeune soldat mourait

Le 18 juillet 1973, Patrick Morvant, un jeune appelé de 20 ans qui faisait son service militaire en Allemagne, est mort vacciné de force.

Patrick Morvant ne pouvait supporter la vaccination antivariolique. Il était arrivé à l'armée avec un certificat médical absolument formel de son médecin qui soulignait l'allergie du jeune homme à la vaccination antivariolique. A l'armée on n'a pas voulu en tenir compte : malgré ses protestations le jeune homme a été piqué, et il est mort.

Le télégramme envoyé aux parents du jeune soldat indiquait : «Mort subite, cause inconnue». Depuis 3 ans, les parents de Patrick Morvant luttent pour faire éclater la vérité : les autorités militaires restent muettes.

Tel est le visage véritable de l'armée bourgeoise. Les hommes y sont considérés seulement comme des pions et de la chair à canon.

L'OLP approuve le cessez-le-feu

L'Organisation de libération de la Palestine exprime sa satisfaction, son approbation et son attachement à la décision d'arrêter les combats au Liban, dans un communiqué portant la signature de Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, diffusé dans la nuit de jeudi à vendredi à Beyrouth.

Dans ce communiqué, Arafat lance un appel à tous les belligérants, leur demandant «de se conformer à la décision de cessez-le-feu, de la respecter et de l'appliquer, en vue de donner aux solutions proposées les chances d'être appliquées par le biais des institutions constitutionnelles».

Après avoir fait l'éloge des «efforts déployés par la Syrie tout au long de la crise libanaise et son influence efficace dans la recherche d'une solution», Arafat s'estime convaincu que «la Syrie poursuivra sa marche aux côtés du peuple libanais et de la révolution palestinienne, en dépit des peines qu'elle a dû supporter».

«Ils (les Syriens) continueront à déployer leurs efforts pour mettre un terme définitif à la crise sur la base d'une solution politique démocratique saine. Nous tenons également à réaffirmer que la sauvegarde des relations stratégiques qui lient la Syrie au mouvement national libanais et à la révolution palestinienne est essentielle en vue de faire face au complot de l'internationalisation de la crise qui se dessine et qui menace non seulement le Liban, mais également la Résistance palestinienne et toute la région», a ajouté Arafat.

Yasser Arafat définit également la position de la Résistance palestinienne par rapport à la crise libanaise, rappelant que «tout au long de la crise, (l'OLP) a été en faveur de l'arrêt définitif des combats et n'a ménagé aucun effort pour y parvenir».

«La révolution palestinienne demeure opposée à toute forme d'oppression confessionnelle et sociale et dénonce toute forme de partition tramée par l'impérialisme, le sionisme et l'isolationnisme».

le monde en marche

Nouvelle liste d'agents soviétiques publiée au Pays Bas

Un bimestriel néerlandais publie jeudi dans son numéro de mars/avril les noms, adresses et numéros de téléphone de quatre nouveaux agents du KGB aux Pays-Bas.

Il révèle le nom d'une autre personnalité soviétique qui servirait de contacts entre des ressortissants soviétiques et des citoyens hollandais connus pour leurs sympathies à l'égard du parti communiste de l'URSS en précisant toutefois que cette personnalité ne fait pas partie du KGB. Dans le numéro de février, cette revue avait publié une première liste de quatre prétendus membres du KGB opérant en Hollande. La liste publiée ce mois-ci comprend le nom d'un journaliste soviétique.

En général, les noms des «agents» cités figurent sur la liste du personnel diplomatique de l'ambassade d'URSS à La Haye.

La publication de cette liste semble être une riposte à celle de certains journaux de gauche néerlandais qui avaient divulgué au début de l'année les noms de prétendus agents de la CIA résidant aux Pays-Bas et membres du personnel de l'ambassade américaine. Les noms de certains des «agents» du KGB et de la CIA ne figurent plus sur la liste du personnel diplomatique publiée régulièrement par les services gouvernementaux néerlandais.

La revue néerlandaise «Sta-Vost» est connue pour ses sympathies proaméricaines.

C'est encore une manifestation de la guerre secrète que se livrent les deux superpuissances en Europe occidentale.

Elle a au moins le mérite de la publicité...

GREVE DES CAMIONNEURS AMERICAINS

Des dizaines et des dizaines de milliers de chauffeurs de camions ont cessé le travail dans tous les États-Unis jeudi 1er avril pour exiger notamment des augmentations de salaires. La grève touche de nombreux secteurs de l'économie capitaliste américaine, 60 % environ des produits manufacturés étant normalement transportés par camions. Les capitalistes s'inquiètent notamment pour leurs profits dans l'industrie automobile qui pourrait bien être la plus atteinte.

Des affrontements violents ont déjà eu lieu entre grévistes et milices patronales alors que les piquets de grève se mettaient en place. A Cleveland (Ohio) des coups de feu ont même été tirés sur les grévistes, selon les méthodes fascistes régulièrement employées par le patronat américain.

GRANDE-BRETAGNE GREVE «SAUVAGE» CHEZ «BRITISH LEYLAND»

Refusant les accords de collaboration de classe passés par les dirigeants syndicaux de l'automobile, les ouvriers des usines British Leyland (60 % de la production automobile britannique) développent des actions dites sauvages par le patronat et le syndicat de l'automobile. Ce dernier a pris partie contre les grévistes parce que leurs revendications dépassent les limites des augmentations de salaires prévues dans «le programme de lutte contre l'inflation» du gouvernement travailliste.

Ce sont notamment les OS qui multiplient les débrayages pour des augmentations de salaires. Le géant automobile britannique pourrait bien s'en trouver complètement paralysé la semaine prochaine !

Progression des dépenses militaires mondiales

L'URSS EN TETE

Les dépenses militaires mondiales ont battu en 1974 un nouveau record en atteignant 285 milliards de dollars, soit cinq milliards de plus qu'en 1973, indique une étude de l'agence pour le contrôle des armes et le désarmement publiée mercredi.

Selon ce rapport, où tous les coûts sont calculés en dollars au prix de 1973, ces dépenses correspondent environ à 6 % du produit national brut mondial.

L'Union soviétique vient toujours en tête avec 93 milliards de dollars, soit une augmentation d'un milliard par rapport à l'année précédente. Les États-Unis sont second avec 77,9 milliards de dollars, soit un déclin de 1,4 milliard par rapport à 1973. Le budget militaire américain est en baisse chaque année depuis 1969, note l'étude.

Les dépenses militaires des deux superpuissances équivalent donc à plus de 60 % des dépenses militaires mondiales.

C'est là le résultat de la rivalité acharnée des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale.

Un élément nouveau significatif : en 1973 c'était les USA qui occupaient la tête de liste dans les dépenses militaires ; aujourd'hui c'est l'URSS.

C'est là également la manifestation des bouleversements mondiaux : les USA déclinent et cherchent à garder leurs positions dans le monde, l'URSS est une superpuissance «montante» et elle a de ce fait l'offensive.

Nations-Unies

Le vote du Conseil de Sécurité sur l'Angola

Intervention de Houang Houa au nom de la république populaire de Chine

Le Conseil de sécurité, mercredi soir, a condamné l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola à la majorité requise de neuf voix. Il n'y eut aucune voix contre et les cinq abstentions furent celles des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et du Japon. La Chine, en faisant valoir que la résolution adoptée risquait de légitimer l'intervention «des sociaux-impérialistes et de leurs mercenaires», n'a pas participé au vote.

La résolution adoptée exige en outre de l'Afrique du Sud qu'elle cesse d'utiliser la Namibie comme base de départ «pour monter des actes de provocation ou d'agression» contre l'Angola» ou tout autre état africain voisin. Elle demande à l'Afrique du Sud de faire droit aux demandes légitimes d'indemnisation formulées par l'Angola pour les dommages qu'elle a subi de la part «des forces d'invasion».

Le 26 mars, à l'ouverture des discussions du conseil de sécurité sur la question de l'Angola, le représentant du gouvernement de la République populaire de Chine a rigoureusement condamné l'intervention de l'Union soviétique et de l'Afrique du Sud.

Voici des extraits de l'intervention de Houang-Houa expliquant nettement la position chinoise :

«Le gouvernement et le peuple chinois condamnent énergiquement les autorités sud-africaines pour avoir commis des crimes dans leur agression et leur intervention armées en Angola. Nous soutenons fermement le peuple angolais et les autres peuples africains qui s'opposent à l'agression sud-africaine contre l'Angola et qui demandent son retrait immédiat et total de l'Angola. Cette position des peuples africains est tout-à-fait juste. En même temps, le gouvernement et le peuple chinois condamnent avec force le social-impérialisme soviétique pour son agression et son intervention en Angola et préconisent fermement que le personnel militaire soviétique et ses troupes de mercenaires étrangers doivent se retirer immédiatement et entièrement de l'Angola. (...)

»L'agression et l'intervention par le social-impérialisme soviétique en Angola, *a poursuivi Houang-Houa*, n'est en aucun cas un événement fortuit et isolé. C'est la continuation de son agression et expansion incessantes à l'étranger depuis une dizaine d'années. Cela constitue une partie composante de sa rivalité avec l'autre supergrand en vue de l'hégémonie en Atlantique du Sud et dans le monde ainsi qu'une importante disposition pour réaliser sa stratégie d'offensive globale. (...)»

Le représentant chinois a indiqué que les sociaux-impérialistes soviétiques avaient déclaré à maintes reprises qu'ils "n'attendent aucun avantage en Angola, que ce soit économique, militaire ou autre". C'est aussi une pure tromperie. Depuis une longue date, la machine de propagande de l'Union soviétique a parlé ouvertement des "ressources naturelles enviables en Angola" et de sa "position stratégique extrêmement importante". Leur tentative est de saisir des bases aériennes et navales en Angola en vue de dominer l'Atlantique du Sud. Ils tentent aussi de faire de l'Angola un tremplin pour se livrer à l'expansion en Afrique centrale et australe, et pour torpiller davantage les mouvements de libération nationale en Afrique australe et pour s'emparer des ressources stratégiques de la région. Ceux qui lient les activités qu'ils ont entreprises avec un zèle inhabituel pour établir de nouvelles "têtes de pont" dans la région du canal de Suez et dans l'embouchure de la Mer Rouge a celles qu'ils ont menées pour rechercher des points d'appui en Méditerranée occidentale verront clairement les raisons pour lesquelles ils ont agi de façon non déguisée et à tout prix. (...)»

Houang-Houa a dit en conclusion : «Nous avons la conviction que les grands peuples africains qui sont déjà debout pourront repousser l'agression et l'intervention des superpuissances, resserrer leurs rangs, rehausser leur vigilance et distinguer le vrai du faux et l'ami de l'ennemi, et porter à une nouvelle étape victorieuse leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonisme, le racisme blanc et le sionisme.»

nouvelles du monde

LE SENEGAL FIXE SES EAUX TERRITORIALES A 150 MILLES

Le Sénégal a décidé jeudi de fixer à 150 milles marins la limite de ses eaux territoriales. Les limites du plateau continental, zone économique exclusive, ont été fixées à 200 milles.

Les deux décisions ont été inscrites dans une loi adoptée le 1er avril par l'Assemblée nationale sénégalaise.

Rappelons que la revendication sur l'extension des eaux territoriales à 200 milles marins est une très importante revendication mise en avant par les pays du tiers monde pour protéger leurs richesses naturelles naturellement pillées par les grandes puissances, notamment les États-Unis et l'URSS. Ces deux superpuissances s'opposent jusqu'à présent violemment à la juste revendication des pays du tiers monde.

*****

RAPPORTS SOVIETO-EGYPTIENS FERMETE EGYPTIENNE

Hosni Moubarak, vice-président égyptien, a refusé un communiqué du gouvernement soviétique sur l'abrogation du traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique et qui s'attaquait à l'Égypte, à son régime et à sa politique, que voulait lui remettre l'ambassadeur de l'URSS au Caire au cours de leur entretien mercredi, indique l'agence du Moyen-Orient.

Deux raisons pour ce refus sont données par la même source : la première est que ce communiqué n'est pas un message de chef d'État à chef d'État et qu'il n'est pas de coutume qu'un président reçoive des communiqués.

La seconde raison pour ce refus est que ce communiqué est une ingérence dans les affaires intérieures de l'Égypte.

VIENT DE PARAITRE

Une politique pour combattre l'impérialisme et renverser la dictature

(Document du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili - juillet 1975)

Interview d'un dirigeant du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili

En vente dans les librairies :

– Les Herbes Sauvages, 70 rue de Belleville 75020 Paris.

– Le Sel de la Terre, 4 rue Maréchal Foch, 22000 St-Brieuc.

– La Force du Livre, 33 rue René Leynaud, 69001 Lyon.

8000 VITICULTEURS SE MOBILISENT EN QUELQUES HEURES

(AFP)

(Suite de la page 1)

En arrêtant Albert Tisseyre, la police judiciaire de Montpellier, agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction de Narbonne, espérait identifier l'un des auteurs de la fusillade de Montredon survenue le 4 mars dernier au cours d'une manifestation de viticulteurs.

On se souvient en effet qu'alors que deux des leurs avaient été arrêtés par la police, Michel Olive et Salvador Domenech, les viticulteurs de tout le Languedoc Roussillon avaient puissamment manifesté leur colère contre l'État bourgeois. A Montredon, ils avaient accueilli les CRS, venus les réprimer, à coups de fusils, n'hésitant pas à opposer la juste violence révolutionnaire de masse à la violence extrêmement réactionnaire de la bourgeoisie. Un CRS avait été tué, et les flics avaient en outre relevé une bonne trentaine de blessés dans leurs rangs. C'est au cours des affrontements qu'un viticulteur d'Arquettes-en-Val, près de Carcassonne, avait été assassiné par les CRS d'une balle de 9 mm : Émiles Pouytes, dont la femme vient de se constituer partie civile au barreau de Narbonne. Le lendemain, la presse avait publié différentes photos sur ces affrontements. C'est sur l'une d'elles qu'Albert Tisseyre aurait été reconnu par les flics, et cela leur aurait suffi pour justifier son arrestation. Notons tout de même qu'en aucun cas une telle «preuve» peut également entraîner une inculpation...

La nouvelle de cette arrestation s'est répandue comme une traînée de poudre jeudi. La mobilisation des viticulteurs a été instantanée. Et quelques heures seulement après l'interpellation d'Albert Tisseyre, pas moins de 8 000 personnes se trouvaient réunies en un meeting à Carcassonne. Là des représentants du Comité d'action viticole de l'Aude, dont André Cazes, ont fustigé la politique de la bourgeoisie, qui ne cesse de renforcer sa répression contre les petits viticulteurs en lutte. A l'issue de ce meeting, les viticulteurs sont partis en manifestation dans les principales artères de la ville, puis après en avoir fait le tour par les boulevards extérieurs, ils se sont dispersés peu avant 18 heures.

Occupation d'Olida à Levallois

Jeudi dernier, 1er avril, réunis en assemblée générale, les ouvriers de l'usine Olida de Levallois ont décidé d'entrer en lutte contre le chômage partiel et les pertes de salaire qu'il entraîne.

A une écrasante majorité, les ouvriers se sont prononcés pour une forme de lutte dure : la grève avec occupation de l'usine. Immédiatement, ils se sont organisés pour faire face à toutes les tentatives de la direction visant à saborder la grève. Un comité de grève a été élu et des piquets de grève ont été mis en place. Ils fonctionnent jour et nuit.

Les travailleurs sont décidés à se battre jusqu'à la victoire pour le maintien de l'horaire actuel de 41 h 15 au lieu de 43h 30 mais sans perte de salaire, et contre la fermeture de l'usine les jours où les travailleurs d'EDF sont en grève.

Correspondant H.R.

DOUMENG A TROUVE DES DEFENSEURS

Eh oui, Doumeng, ce milliardaire du PCF, dont on pourra lire par ailleurs ce qu'en pensait André Marty, a trouvé des défenseurs. On se souvient qu'il y a quelque temps les caves de cet exploiteur de grande volée et trafiquant notoire avaient été mises à sac par des petits viticulteurs. Nous avons pu lire à ce sujet dans une feuille à tirage confidentiel que cette action *«avait pris un caractère ambigu en raison de son utilisation par tous les anticommunistes d'«HR» au «Meilleur»»* Indiquons à ceux de nos lecteurs qui l'ignoreraient que les initiales «HR» désignent tout simplement *l'Humanité rouge*.

Quant au *Meilleur*, il s'agit d'une feuille hebdomadaire à sensation et d'inspiration fasciste. Nous reconnaissons dans ce méprisable amalgame les vieilles insultes des dirigeants du PCF contre les marxistes-léninistes. N'est-il pas dans leurs habitudes de qualifier les révolutionnaires de *«fascistes de gauche»* ? Ne se souvient-on pas par exemple, lors de l'assassinat de Pierre Overney, des hurlements hystériques des dirigeants CGT contre *«des hommes de main fascistes sous étiquette maoïste»* ?

Pourquoi donc les auteurs de ces lignes dignes de Marchais nous qualifient-ils d'«anticommunistes» ?

Sans nul doute parce que nous avons approuvé l'action des viticulteurs contre les caves du «communiste» Doumeng.

Sans nul doute parce que nous dénonçons depuis longtemps ce Doumeng comme le symbole de ces nouveaux bourgeois que sont les dirigeants du PCF, que nous faisons connaître aux travailleurs les activités de ce capitaliste du PCF.

Sans nul doute parce qu'un ouvrier marxiste-léniniste employé chez Doumeng avait entraîné ses camarades de travail dans la lutte contre l'exploitation féroce que ce «communiste» impose à ses ouvriers. Sans nul doute parce que nous avons fait largement savoir que cet ouvrier marxiste-léniniste a été licencié par l'exploiteur Doumeng qui a voulu le faire emprisonner et l'a fait arrêter par la police.

Voici les raisons pour lesquelles ces gens nous qualifient d'«anticommunistes». Parce que nous arrachons le masque de ces faux communistes du genre Doumeng. Les dirigeants du PCF parlent toujours d'«anticommunisme» quand on combat leur révisionnisme. De la même façon que les sociaux-impérialistes russes parlent d'«antisoviétisme» quand on les combat.

Mais, au fait, nous allions oublier d'indiquer de qui sont les insultes en question. Nous les avons trouvées dans le numéro du 13 mars d'une feuille appelée *«L'Outil»* qui est l'organe d'un groupe qui, devinez... n'hésite pas à se baptiser «marxiste-léniniste» et s'appelle la GOP. Il est vrai que ces drôles de «marxistes-léninistes» sont comme cul et chemise avec la secte trotskyste «Révolution». A tel point qu'ils projettent de fusionner prochainement. S'il y a dans ce groupe des gens aspirant réellement à devenir marxistes-léninistes, nous ne pouvons que leur donner fraternellement un conseil : qu'ils quittent vite cette galère !

Où l'on retrouve le «camarade Doumeng»

1953 : année de la mort de Staline...

Déjà les Khrouchtchev et Cie, les révisionnistes infiltrés à la tête de divers partis communistes préparaient la «déstalinisation», c'est-à-dire le reniement total de la cause des travailleurs, de la dictature du prolétariat et de la révolution socialiste.

Cela s'est matérialisé en France par l'exclusion d'André Marty, accusé d'être un flic infiltré dans le parti «depuis le début»*

– Un flic, le fils de Communard qui participa très jeune à la révolte des vignerons du Sud-Ouest en 1907...

– Un flic, celui qui fut l'un des organisateurs de la révolte de la Mer Noire en 17, contre l'agression impérialiste de la jeune république socialiste d'URSS ; Marty n'échappa à la condamnation à mort que grâce à la lutte des masses travailleuses...

– Un flic, le combattant des Brigades internationales en Espagne, le dirigeant de la Résistance française aux nazis....

Le mensonge ne tenait pas debout mais il s'agissait d'abattre en Marty le dirigeant communiste, reconnu par les masses, et fidèle à l'idéal de la révolution...

C'est dans cette campagne de calomnies honteuses contre un militant communiste dont «les années de prisons et les infirmités que cela entraîne avec l'âge, sont les seuls profits de son action de militant» que l'on retrouve le «camarade» milliardaire Doumeng, comme toujours actif défenseur... de la contre-révolution.

Voici ce qu'en rapporte André Marty dans son ouvrage «L'Affaire Marty» :

«... Il est maintenant établi que l'abominable calomnie était lancée de bouche à oreille dans le parti dès le lendemain du CC du 4 septembre 52. En voici un exemple confirmé par témoins. Mi-septembre 52, se tint à Toulouse la session du Comité fédéral de la Haute-Garonne du PCF. Après que fut levée la séance, un membre du Bureau fédéral, Doumeng, dirigeant l'Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest (UCASO) déclara : "Marty est depuis longtemps aux mains de la police." Elle lui valut d'un ouvrier du bâtiment, ancien prisonnier de guerre évadé et passé dans les partisans, ancien secrétaire fédéral, cette riposte : "Si tu répètes une seule fois, je te casse la figure." Mais ni le secrétaire fédéral, ni le délégué du Comité central ne relevèrent l'infamie. C'est que Doumeng fait chaque semaine le voyage Toulouse-Paris, et chaque mois au moins un voyage à l'étranger. Par conséquent, la calomnie qu'il lança ne venait pas de lui mais par ordre de Paris...»

Ce jour-là, Doumeng l'exploiteur ne s'est pas fait casser la gueule... mais le jour viendra où lui et tous les capitalistes, et tous ses compères ennemis de la révolution se la feront casser proprement et définitivement pour que vive l'idéal d'André Marty ; le pouvoir du peuple, la dictature du prolétariat.

* *Par les Fajon, Lecœur, Duclos, Thorez.*

Rencontre Poniatowski-Iribarne

De sales coups en perspective

Fraga Iribarne, ministre espagnol de l'Intérieur est arrivé mercredi matin à Paris. Le midi il déjeunait avec son homologue – le 1er flic de France, Poniatowski.

La dernière fois qu'ils s'étaient rencontrés, les deux compères s'étaient mis d'accord pour interdire le FRAP.

Et cette fois-ci, qu'en sera-t-il quand on sait les dernières mesures fascisantes de Poniatowski ?

La collaboration des deux policiers et des deux gouvernements se fait contre les peuples espagnols et français.

LES BONNES IDEES DE GISCARD

Dans le cadre des «grandes réformes libérales et avancées», quinze cent personnes avaient été invitées par Giscard d'Estaing à assister le 20 mars dernier à la première représentation à l'Opéra de Paris de «L'enlèvement au sérail». Et puis, en dernière minute, contre temps, la représentation avait été annulée: le personnel technique de l'Opéra était en grève.

La déception des invités n'était rien, assurément, à côté de celle de leur hôte. Et puis, pensez, toute une image de marque qui en prenait un coup... Cruels employés, qui laissaient ainsi sur leur faim quinze cents citoyens, et plus encore «leur» président de la République.

Mais Giscard a plus d'un tour dans son sac. Pour calmer la fringale de ses ouailles, il leur a envoyé par la poste le programme qui aurait dû leur être remis au cours de la fameuse soirée, le tout enrubanné d'un cordon tricolore. Et accompagnant le programme une lettre signée de Giscard qui exprime notamment le souhait que chacun des invités ait été touché à temps par le télégramme lui annonçant l'annulation de la soirée.

Allez dire après cela que Giscard se fiche du monde. Il est au contraire bien attentionné. Quant il y va du paternalisme et de la démagogie, il a toujours quelque petite idée «originale».

la France des luttes

La préparation du 37e Congrès de la CFDT

L'unité d'action avec la CGT

Dans la préparation du 37e Congrès de la CFDT, une question revient constamment dans les discussions, celle de l'«unité d'action» avec la CGT. Cette question a déjà été soulevée à de nombreuses occasions dans notre presse. Nous en avions parlé plus particulièrement en octobre 75 : à l'occasion de l'agression du service d'ordre CGT contre les militants du FRAP (HR No344), la contribution de camarade du syndicat Betor-Pub (HR No 348), le 24e Congrès EDF-GDF (HR No 352)...

Le problème qui est posé et qui est d'une importance capitale c'est celui du suivisme ou de l'opposition à la ligne révisionniste. Nous commençons à publier de larges extraits d'un «document de réflexion» *de* «l'Union des syndicats CFDT des administrations centrales et assimilées» *(USACA) qui va dans le sens de l'opposition à la ligne révisionniste, qui refuse le suivisme. Ce texte aborde, outre la question de l'«unité d'action», celle des formes de lutte. Nous souhaitons que de telles contributions soient débattues dans les sections syndicales. Le mouvement ouvrier – et là précisément le mouvement syndical – ne pourra faire de pas décisif qu'en rejetant le révisionnisme.*

«On va d'année en année, de négociations salariales en négociations salariales, suivies ou non de signatures mais qui ont toutes un résultat commun incontestable : elles n'apportent RIEN aux personnels en cause et ENTÉRINENT chaque fois le constant déclassement des agents de la Fonction publique.

Le dénoncer en acccusant les organisations signataires ne peut suffire !! (...)

Une première affirmation peut être faite : il est essentiel qu'un moyen d'action corresponde au but à atteindre. S'agissant d'une revendication comme celle du pouvoir d'achat qui met en cause le système économique et politique actuel, l'envoi de délégations massives ou même une grève de 24 heures ne peuvent être considérées comme un moyen d'obtenir satisfaction. Il faut que les responsables et les travailleurs en aient conscience : il ne peut s'agir là *que d'un temps donné* de l'action.

Il convient de ne pas considérer qu'il y a eu succès au regard du seul nombre de grévistes ou de manifestants (et ceci alors même qu'il varie ou diminue d'une grève ou d'une manif à l'autre).

Pour qu'une action soit un succès, elle doit s'achever après satifaction et celle-ci doit être au moins suffisante pour ne pas décourager les personnels.

Si l'on réfléchit honnêtement à la façon dont se sont déroulés les événements en remontant simplement aux 6 derniers mois de 1975, on ne peut trouver que les actions engagées l'aient été en fonction du but à atteindre ni qu'elles aient apporté le mondre succès!!! (...)

Là où il aurait fallu assurer *une progression* dans l'intensité des luttes, une unification sur des points précis prioritaires, on a assuré... la *continuité* dans le lancement d'actions qui n'ont rien apporté et la désunion par un nombre de plus en plus important et varié de revendications, parfois même contradictoires !!!

Au nom de *l'unité* on a établi des appels communs dont la formulation – de plus en plus difficiles d'ailleurs – démontre à l'évidence qu'il n'y a justement pas unité sur les revendications proposées.

Il a fallu même édulcorer nos propres revendications : nos points uniformes qui mettaient en cause les catégories, la hiérarchie, revendication qui nous avait permis l'unification et *une avancée incontestable*, notre revendication devenait dans le dernier appel commun des 6 fédération des Finances : «Le paiement mensuel à chaque agent d'un accompte substantiel à compter du 1/1/76. (...)»

Ceci au moment même où nous retrouvions (enfin!) notre idée qu'on ne peut parler de pouvoir d'achat de la même façon pour un agent gagnant 5 000 F et pour celui qui n'a que 2 000 F.

Pourtant chacun avait constaté l'avancée faite en dépit de la CGT !

Cette revendication aurait dû être hautement maintenue, élargie à d'autres moyens d'aboutir à une contraction de la grille des rémunérations comme la suppression des barrages, grades inutiles et sélections en tout genre, elle aurait dû être expliquée, popularisée. (...)

Au lieu de quoi, elle a été pratiquement abandonnée pour une unité *factice* et est devenue «un accompte substantiel» !...

De plus, les innombrables communiqués communs (presqu'un par quinzaine !) se terminent sur la formule devenue tout aussi rituelle que les négociations, inutiles : «Compte tenu de cette situation d'ensemble (c'est le moins que l'on puisse dire) les fédérations unanimes appellent d'ores et déjà les personnels à se mobiliser pour l'action qui s'avère nécessaire à brève échéance».

Chacun connaît la suite : certains syndicats CFDT et l'UGFF CGT ont appelé *seuls* à une grève de 24 heures le 5/2/76. (...)

(A SUIVRE)

Brétigny

Les travailleurs de la STAV en lutte

Depuis lundi matin les travailleurs de la STAV (société qui ramasse les ordures ménagères) sont en grève pour une durée indéterminée avec occupation des 4 dépôts, ceux de Balainvilliers, Plaisir, Cormeilles, et Brétigny. Les grévistes bloquent les camions benne dans ces 4 dépôts qu'ils occupent jour et nuit.

Cette grève a été décidée par les 106 employés de cette société après le refus de la direction de négocier sur les revendications suivantes : augmentation uniforme de 200 F, une prime par tour, des vêtements de travail supplémentaires. Un chauffeur gagne 2 080 F par mois pour 46 heures et un rippeur 1 780 F pour le même horaire.

Mercredi l'entrevue avec la direction n'a rien donné. Dans l'après-midi la direction envoyait la police pour saisir quatre camions dans un petit dépôt des Yvelines à la Briche que, malgré la demande expresse des grévistes du dépôt central, les UL et UD CGT n'ont pas renforcé. Face à cette attaque patronale les travailleurs ont décidé de se regrouper avec tous les véhicules dans les deux plus grands dépôts. C'est ainsi que dans la nuit de mercredi à jeudi les grévistes de Brétigny ont aidé leurs camarades d'un autre dépôt à récupérer leur outil de travail.

Les grévistes de Brétigny mènent actuellement une autre bataille, celle de la popularisation de la grève : ils appellent la totalité des travailleurs de l'Essonne à soutenir leur juste lutte.

Correspondant HR avec le délégué syndical CGT et les grévistes.

A la CCIM (Montpellier)

Refus de l'accord sur les classifications

A la CCIM, entreprise métallurgique de Montpellier, à forte majorité de travailleurs immigrés, les travailleurs refusent la nouvelle grille de classifications. Ils décident sous l'impulsion de leurs délégués CFDT de remettre collectivement leur lettre qui leur signifiait leur nouvelle qualification, au patron en leur exprimant leur refus de cette déqualification massive des travailleurs.

Ceci marque la volonté des travailleurs de refuser de faire les frais de la volonté de restructuration du patronat. Dans d'autres usines de la métallurgie de la région de Montpellier la colère gronde contre cette nouvelle grille de classifications.

Correspondant HR.

Massey-Ferguson (Marquettes-les-Lille)

GREVE CONTRE LA NOUVELLE GRILLE DE CLASSICATIONS

Depuis jeudi dernier, 80 % des productifs, de nombreux employés et les personnels de cantine sont en grève, soit la grosse majorité des 3 000 salariés de l'usine de Marquette.

Un cahier de revendications a été déposé par une délégation massive à la direction. Il porte sur : les classifications, l'augmentation immédiate des salaires, la réduction du temps de travail.

Deux manifestations de popularisation ont eu lieu, l'une vendredi matin à Marcq-en-Bareuil et Marquette, l'autre, lundi matin vers Saint-André. Des assemblées générales ont eu lieu au début de chaque poste ce même lundi. On parle d'occuper l'usine. Cela témoigne d'une grande combativité chez les travailleurs,

Aluvac Nanterre

Travailleurs français et immigrés, tous ensemble et en même temps !

Début mars, les travailleurs de l'usine Aluvac (fonderie de précision), obtiennent 4 % d'augmentation. Le patron revient sur sa décision et déclare 15 jours après que l'augmentation ne serait que de 2 %. Les travailleurs décident alors de se mettre en grève le mercredi 10 mars pour obtenir 400 F d'augmentation. Pour la première fois, c'est l'ensemble des travailleurs de la production qui se met en grève, alors que jusqu'à présent, les grèves ne se faisaient qu'atelier par atelier.

Le vendredi 12, Zarha, un des directeurs de l'usine, déclare au patron : «Il ne faut pas céder : les arabes ne savent pas tenir une grève !» ... Il faut dire qu'il est sioniste et raciste...

La riposte ne se fait pas attendre : les travailleurs immigrés, arabes et Portugais, et français décident ensemble l'occupation de l'usine le lundi. Le lendemain, le patron accorde 4 % et 100 F d'augmentation pour tous les travailleurs de la production. Il demande aux délégués de faire reprendre le travail, les négociations futures ne devant se faire qu'entre lui et les délégués, une fois le travail repris. En complicité avec le patron, les délégués trahissent la lutte des travailleurs leur faisant reprendre le travail «pour continuer la lutte sous d'autres formes».

Les travailleurs ont néanmoins compris que de lutter tous ensemble – français et immigrés – et en même temps, peut payer. C'est une arme face au patron à l'avenir, et qui permettra de balayer les pseudo-délégués qui collaborent.

Correspondant HR avec des ouvriers de l'usine.

Dijon

Grève à l'usine Amora

Depuis le 23 mars, pratiquement 100 % des travailleurs – usine et bureaux – d'Amora (filiale de la Générale alimentaire) sont en grève illimitée. C'est pour empêcher une dizaine de licenciements prévus dans les bureaux, et pour une prime de vacances équivalente à un 14e mois (25 % payés à Pâques et le reste en été).

La grève a démarré après que les ouvriers d'une chaîne aient débrayé spontanément pour lutter contre les cadences. A ce sujet la direction locale leur a accordé 10 minutes de pause le matin et 10 minutes l'après-midi sans diminution de salaire... mais à condition que la production reste la même !!

C'est la plus longue grève depuis 1932 ! (3 jours en 1968, un jour et demi en 1974). Le moral des travailleurs est excellent.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

la France des luttes

Les«anti-cancéreux»manifestent aux Champs-Elysées

Le personnel de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif-la-Grange (Val-de-Marne) est en grève de même que les centres de St-Cloud et Curie. Ils revendiquent 250 F pour tous, le paiement des 13 heures supplémentaires, l'augmentation des effectifs, l'abaissement de l'âge de la retraite, etc.

Jeudi 1er avril, ils ont manifesté de 200 à 300, en cortège de voitures où étaient placardées leurs revendications, et en défilant avec des banderoles, sur les ChampsElysées pour populariser leur lutte, et pour la faire connaitre au public. «Nos conditions de travail, devaient-ils déclarer, sont de plus en plus pénibles.» «Un document officiel du conseil d'administration de l'Institut Gustave-Roussy montre qu'en 5 ans, l'activité générale de l'établissement a été multipliée par 3, avec un personnel pratiquement constant.» «La multiplication des arrêts maladie et en particulier des dépressions nerveuses, dénonce la gravité de la situation.» «Ainsi, à l'Institut Gustave-Roussy, 200 demandes de postes ont été faites, 90 ont été déclarées de première urgence. Il semble que 30 seulement soient susceptibles d'être acceptées. Le surcroit de travail va obligatoirement être à la charge du personnel. Ce manque d'effectifs a des conséquences pour les malades aussi, ils sont obligés d'attendre plus longtemps pour les consultations. Alors que le gouvernement fait grand bruit sur le cancer et organise des quêtes sur la voie publique, ce même gouvernement bloque toute négociation au niveau de la Fédération des centres de lutte contre le cancer.

Au cours de la manifestation ils mettaient l'accent sur l'importance que la population sache que la reconstruction de l'Institut Gustave-Roussy prévue depuis plus de 10 ans doit commencer cette année. Le gouvernement, par le biais de la TVA, récupère près de 6 fois le montant de sa subvention.

«La population doit savoir aussi que les centres anticancéreux paient intégralement la TVA alors que les trusts privés récupèrent cette somme.»

Et d'ajouter : *«Agir pour améliorer nos conditions de travail, c'est aussi et surtout agir pour améliorer le bien-être des malades. Voilà pourquoi nous avons décidé le vendredi 19 mars, à plus de 82 % de poursuivre l'action commencée le 10 mars puisque les négociations n'ont abouti à aucune solution satisfaisante».*

Il ne s'agit pas d'un problème spécifique aux centres de lutte contre le cancer mais d'un problème qui nous concerne tous. Le personnel en grève de l'Institut Gustave-Roussy agit ainsi pour défendre le droit à la santé de tous.

Le centre Paul-Lamarque de Montpellier est en lutte pour des revendications identiques. Nous reviendrons plus en détail sur ces luttes prochainement.

Séquestration du directeur général de Poclain

Le groupe Poclain est l'un des principaux fabricants d'Europe de pelles hydrauliques. Les ouvriers ont pénétré le 31 mars au matin dans le bureau du directeur général de Poclain, au Plessis-Belleville (dans l'Oise) et l'ont séquestré.

Depuis une dizaine de jours, des grèves, débrayages et manifestations ont lieu, paralysant quatre des cinq usines Poclain (dans l'Oise) où environ 5 000 personnes sont employées : Compiègne, Crépy-en-Valois, Verberie, Allaincourt.

Les revendications : la 5ème semaine de congés payés en hiver, la retraite à 60 ans, un salaire minimum de 2 400F et 1 000 F de prime de vacances.

Derrière le paravent de la psychiatrie

Le PCF s'engraisse sur le dos des handicapés mentaux

Ils sont entasses dans des pièces, sans aération, sans fenêtre, sous les néons agressifs. Ils sont là une centaine, tous handicapés mentaux, mongoliens, psychotiques,... Huit heures sur huit ils sont soumis à un travail intensif. Ils répètent sans cesse les mêmes gestes, par exemple remplir des boîtes de clous.

Ils sont payés au rendement. Leur salaire est hiérarchisé, l'on devrait même dire qu'il est à la tête du client. Mais dans tous les cas, il varie entre... 100 et 350 F par mois ! Sans arrêt des petits chefs surveillent leur travail. Et le tout est enrobé d'un nom scientifique : la thérapeutique par le travail.

Aux ateliers de Jemmapes — œuvres sociales, à Paris dans le 10e arrondissement, puisque c'est de cette entreprise capitaliste qu'il s'agit, l'on exploite ainsi à bon compte, et à longueur d'année, des malades qui sont des travailleurs à part entière. Le directeur de ce centre n'en est pas moins fier de ce qu'il fait (!) pour les malades !

Mais qui donc est ce directeur ? Devinez.

C'est un nommé Verdier, membre... du PCF !

Voilà donc encore un échantillon supplémentaire de ce qu'est la pratique quotidienne de cette bourgeoisie qui se proclame communiste !

Sous couvert d'œuvres sociales, c'est d'exploitation capitaliste, c'est d'esclavagisme qu'il s'agit. Quant au PCF, nul doute qu'il y retrouve son compte, le centre qui a passé des marchés avec la SNCF et les PTT et qui travaille en sous-traitance pour des boîtes privées est certainement d'un bon rapport.

CGCT(Rennes)

Lutte contre le salaire au rendement

Les ouvriers et ouvrières de la CGCT (cônstruction électronique) de Rennes ont engagé la lutte la semaine passée contre le salaire au rendement. Ils organisent des débrayages chaque jour dans l'usine soutenus par les 3 sections syndicales Union ouvrière, CGT, CFDT et manifestent dans les ateliers en reprenant les slogans : «A bas le rendement» ; «les chefs au rendement» ; ils réclament aussi 200 F pour tous et la suppression de la classification 02 (tous les 02, 03).

Entre les débrayages, ils organisent la baisse de la production dans tous les ateliers, elle ne dépassait pas 20 % hier. La direction a riposté en envoyant 35 lettres de licenciements.

Mais les ouvriers et ouvrières sont déterminés à continuer pour mettre fin à l'esclavage du travail au rendement et obtenir satisfaction à toutes leurs revendications et la suppression des avertissements. Leurs camarades des usines CGCT de la région parisienne ont déjà obtenu par une grève d'un mois la suppression du rendement. La direction cédera !

Correspondant H.R.

Péchiney-Ugine-Kuhlman sur la sellette (3)

Création d'un comité national de coordination des luttes contre les pollutions du trust

La pollution dont sont responsables les usines d'aluminium du trust Péchiney-Ugine-Kühlmann est très importante. Le fluor que rejettent en grande quantité ces usines est extrêmement toxique pour les animaux et les végétaux, de même que pour l'homme. Et Péchiney-Ugine-Kühlmann qui se refuse à remédier à cette pollution provoque de cette façon des pertes considérables pour les petits paysans voisins de ses fabriques. Depuis un certain temps les ouvriers de PUK dont la santé est ruinée par le fluor, et les populations environnantes menaient la lutte contre le trust, avec peu de succès. Aussi ont-ils décidé de faire passer cette lutte à un stade supérieur. Et c'est ainsi que début mars s'est tenue à Lannemezan, Hautes-Pyrénées, une réunion visant à la constitution d'un comité national de coordination des luttes contre les pollutions de PUK.

A cette réunion étaient présents des représentants de nombreux comités de défense contre la pollution des usines et des mines de Péchiney, de Lannemezan, du Gers, d'Auzat et de Noguères (Pyrénées), de la Haute-Durance, de Maurienne et du Morvan.

Il y avait aussi des médecins, et des membres du comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail.

Voici en quelques mots ce qui est ressorti de cette réunion.

LES COMITÉS DE DÉFENSE

Les comités de défense regroupent des paysans, des éleveurs, des travailleurs. Mais pesque tous s'appuient principalement sur les paysans. Il est apparu clairement que ces comités cherchent à établir une liaison entre la lutte pour l'indemnisation des petits paysans et la lutte pour que des mesures efficaces de filtration des fumées fluorées soient prises par PUK. Cela contribue à unir sur une même base les ouvriers et les petits paysans.

Il est apparu également que d'une façon générale, les comités de défense ne sont pas des cartels d'organisations, mais de réelles organisations de masse auxquelles on adhère en tant qu'individu.

LES FORMES D'ACTION

Chaque comité fait en sorte de mobiliser largement les travailleurs en organisant des réunions d'information, des manifestations, en projetant des montages-diapos, etc. Certains recourent aussi à des articles dans la presse, et à des conférences de presse. Des comités ont également tenté des procès, mais cela est long et coûteux, et cela surtout se solde le plus souvent par des échecs. Par ailleurs un travail est fait en direction des organisations syndicales des travailleurs de PUK de même qu'en direction des organisations d'agriculteurs pour les sensibiliser.

A ce niveau, ce qui ressort des diverses expériences, c'est que les responsables locaux de ces organisations de même d'ailleurs que les notables, se refusent à mener la lutte.

LE RESPONSABLE C'EST LE CAPITALISME

Au cours de la réunion, des médecins et des juristes sont intervenus. Ces derniers ont exposé les possibilités juridiques qui existent pour contrer Péchiney, mais ils devaient bien souligner que les rouages de la justice bourgeoise ne permettent pratiquement jamais d'aboutir à quelque chose de positif.

Quant aux médecins présents, ils ont montré la nocivité du fluor sur l'homme. Ils ont dénoncé les médecins du travail et les médecins bourgeois qui servent directement les capitalistes en s'appuyant sur les «normes» de pollution fixées par ces mêmes capitalistes, et en refusant de partir des symptômes ressentis par les travailleurs eux-mêmes, ce qui est pourtant la base scientifique juste. Ils ont dénoncé le prétendu regard «neutre» de la médecine qui refuse d'étudier et de reconnaître les dangers du fluor sur l'homme, alors qu'elle les reconnaît pour les animaux.

Ils ont montré que le fluor agissait sur le corps humain au niveau des os, des articulations, entraînant des déformations osseuses, et aussi de l'anémie et l'épuisement physique.

APPEL DU COMITÉ NATIONAL DE COORDINATION

Enfin, au nom du comité national de coordination des luttes contre les pollutions de PUK qu'elle venait de constituer, la réunion a rédigé l'appel suivant :

Le comité national réuni à Lannemezan (65) dénonce :

— la pollution fluorée systématique des établissements industriels de PUK (usines d'aluminium, mines d'extraction de fluorine),

— les répercussions désastreuses de cette pollution sur la végétation, l'élevage et l'agriculture.

— les risques qu'elle fait courir aux populations.

— les mauvaises conditions de travail imposées aux ouvriers et le chantage permanent à l'emploi.

Le comité national appelle toutes les populations concernées, tous les travailleurs de PUK et leurs organisations syndicales à créer un rapport de force pour :

— supprimer toute forme de pollution

— garantir une réelle protection de la santé des ouvriers et de la population

— maintenir l'emploi et les ressources des ouvriers et des agriculteurs.

Pour atteindre ces objectifs le comité national mettra en œuvre tous les moyens de lutte possibles.

Le comité national propose un rassemblement national *avant l'été pour dénoncer publiquement les méfaits de la multinationale PUK guidée par la seule recherche du profit maximum et poser les bases d'un mouvement de masse pour imposer à PUK et à l'administration un contrôle par les travailleurs et les populations.»*

(contrôle pour vérifier que PUK prend bien les mesures nécessaires pour mettre un terme à la pollution et qu'il satisfait normalement les revendications sus-citées — NDLR)

Enfin les participants ont décidé notamment d'établir une plateforme plus précise et d'éditer un bulletin de liaison pour systématiser la lutte contre la pollution de PUK.

Témoignage

26 bols pour 30 malades

Un bel exemple d'humanisation des hopitaux

Au centre hospitalier d'Orléans (Loiret), dans un service de tuberculeux de 30 malades, il n'y avait que 26 bols. Et certains malades prenaient deux bols de café. Le chef du service faisait des bons pour obtenir des bols supplémentaires, mais il n'y en avait plus au magasin, et cela faisait deux mois que cela durait.

Jusqu'au jour où un travailleur est allé réclamer à l'économat. Est-il normal en effet qu'en faisant manger les malades on doive attendre que les uns aient fini pour servir les autres ?

Voici la réponse qui lui a été faite : *«Monsieur, il y a deux mois, vous aviez des bols. Vous n'aviez qu'à faire attention au matériel. Chez vous, vous ne cassez sûrement pas autant de matériel, n'est-ce pas, vu qu'il vous appartient»*

Le travailleur : *«Madame, il m'arrive de casser des bols aussi bien chez moi qu'à l'hôpital, et sachez que les malades en cassent aussi. Mais si vous, cela ne vous arrive jamais, c'est sûrement parce que vous avez une bonne. Il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne cassent rien.»*

L'économe : *«Je vous répète que vous n'aurez pas de bols. Vous n'avez qu'à vous débrouiller.»*

Le travailleur : *«Eh bien, si c'est comme cela, je donnerai le café dans des casseroles.»*

L'économe : *«Vous pouvez même leur donner dans des auges à cochons. Cela ne me regarde pas !»*

Le travailleur est parti, furieux devant cette économe qui regarde le personnel et les malades avec autant de mépris.

Voilà le comportement de la bourgeoisie. La direction de l'hôpital se moque bien des hospitalisés. C'est bien le comportement de certains responsables dans les hôpitaux. Ils sont là, installés sur la moquette, dans de luxueux bureaux, mais ne connaissent rien aux problèmes des malades hospitalisés.

Que les malades aient des bols ou pas, l'économe s'en moque. Qu'ils mangent bien ou pas, elle s'en fiche. Et cela au moment où la bourgeoisie fait tant de bruits sur l'humanisation des hôpitaux !

Les travailleurs hospitaliers, eux, prennent soin des malades. Ils sont pour l'humanisation. Mais ils savent bien que tant que la bourgeoisie sera à la tête des hôpitaux, il n'y aura pas d'humanisation possible. Tout ce qui l'intéresse c'est l'argent qu'elle peut empocher sur le dos des malades, c'est la rentabilité au détriment des hospitalisés et du personnel hospitalier. Il n'y aura d'humanisation dans les hôpitaux qu'imposée par la classe ouvrière. par la dictature du prolétariat.

LA PAROLE AUX LECTEURS

«Le seul défenseur du marxisme léninisme et de la dictature du prolétariat»

Une lettre de Bujumbura dans le Burundi (Afrique Equatoriale)

Chers camarades,

J'ai le plaisir de vous annoncer que votre quotidien l'Humanité rouge me parvient régulièrement et je suis très heureux de la confiance que vous me témoignez. Votre soutien pour minime qu'il puisse paraître, est un témoignage probant de la solidarité de classe indéfectible propre au prolétariat. Aucun journal bourgeois ne pourra faire autant car il a pour devise : le profit d'abord !

Votre quotidien est un bon journal qui traite non seulement de la lutte des travailleurs de France, mais aussi des luttes des peuples du monde et informe un peu de tout ; je dois ajouter qu'il sert bien et le prolétariat, et les masses travailleuses de France et du monde.

Mes compagnons et moi, nous voudrions lire davantage votre quotidien car il est le seul véritable défenseur du marxisme-léninisme, de la dictature du prolétariat.

Contrairement aux trahisons révisionnistes du faux PCF, le PCMLF est un authentique Parti communiste digne de ce nom qui lutte vaillamment contre l'impérialisme et son allié inévitable le social-impérialisme, le révisionnisme moderne, le capital monopoliste et la réaction.

En dépit d'énormes difficultés financières, vous pouvez faire paraître votre merveilleux quotidien. C'est là un grand et magnifique travail !

Nous qui aspirons pour un même idéal, nous ne pouvons que vous en féliciter et vous disons : *Camarades, merci pour votre soutien.*

Nicolas Ngwabidje.

L'alcoolisme, un mal causé par le système capitaliste

17 000 français victimes de cirrhose du foie en 1974

Un récent rapport du Haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme indique qu'en 1974 la cirrhose du foie provoquée par l'alcoolisme a tué 17 226 Français, dont 12 336 hommes. Dans le même temps, les décès dus à l'alcoolisme mais non imputables à une cirrhose du foie se sont élevés à 3 710.

Par ailleurs, alors que le rapport fait apparaître une diminution sensible de l'alcoolisme en Bretagne et dans les pays de la Loire réputés pour détenir le sinistre record en la matière, il note que l'alcoolisme s'est répandu dans les régions du Languedoc-Roussillon et de Provence-Côte d'Azur.

Ce que le rapport ne montre pas par contre –et pour cause ! – c'est que l'alcoolisme est un mal secrété principalement par le système capitalisme lui-même. C'est parce que le seul avenir qui se présente dans l'immédiat aux yeux des travailleurs c'est un avenir d'oppression et d'exploitation capitaliste, que certains en viennent à boire. En l'absence d'une claire conscience politique, du fait que l'idéologie dominante est l'idéologie bourgeoise, et aussi à cause de la confusion politique et idéologique semée par la dégénérescence révisionniste du PCF, beaucoup se trouvent dans une impasse, sans perspectives, sans espoir, lorsque s'abat sur eux le chômage par exemple ou à force d'être soumis à des conditions d'existence invivables que le capitalisme impose et qu'il ne cesse d'aggraver. L'alcool sert souvent alors à «supporter» cette situation, à l'oublier.

PÉKIN INFORMATION
1 an – 52 Nos – 21,00 F

Revue chinoise hebdomadaire
politique et d'information

Le No 13 de Pékin Information vient de paraître. Vous trouverez, notamment, au sommaire :

– Des démocrates bourgeois aux responsables engagés dans la voie capitaliste ;
– Université de Pékin : critique du programme restaurant le capitalisme ;
– L'indignation du peuple égyptien gronde. Ferme soutien à l'Égypte dans sa lutte antihégémonique.
– Comment les révisionnistes soviétiques ont-ils utilisé le traité avec l'Égypte pour la contrôler ?
– Une odeur de poudre en provenance de Moscou :
– Calamités naturelles ou faute des hommes ?
– etc.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1 mort et 2 blessés graves en Haute Savoie

Un ouvrier a été tué, deux autres grièvement blessés, en installant une ligne électrique, mercredi à Groisy (Haute-Savoie).

Les trois hommes, qui se trouvaient sur un poteau en béton scellé le matin même, ont fait une chute de 14 mètres, le poteau s'étant abattu. M. Belkacem Boumezbeur, 27 ans, a été tué sur le coup, ses deux compagnons grièvement blessés.

UN SOLDAT TUÉ

Un militaire a été tué mercredi matin au cours d'un accident survenu à un char AMX-30 en manœuvre au camp de Ste-Suzanne à Mailly (Aube), indique l'autorité militaire dans un communiqué.

L'autorité militaire précise que le char, qui avait 4 soldats à bord, a quitté, pour une raison encore inconnue, la piste sur laquelle il manœuvrait, et est tombé dans un trou, qu'il s'est retourné sur la tourelle.

Trois des militaires sont indemnes, mais un sous-officier d'active, appartenant au 1er régiment de cuirassiers stationné à St-Wendel (RFA), a été tué. Il s'agit de Philippe Marie, 20 ans, originaire de l'Allier.

UNE RECENTE PUBLICATION
DES ÉDITIONS DU CENTENAIRE DANS LA COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

UN SEUL COMBATTANT SUPREME : LE PEUPLE

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 OCTOBRE 1975 PAR UN REPRÉSENTANT DU JOURNAL

«LE TRAVAILLEUR TUNISIEN» (EL AMEL TOUNSI)

LORS D'UN MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE BOURGUIBA

Passez vos commandes à E - 100
24, rue Philippe de Girard – 75010 Paris
Prix : 3,00 F

A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Il arrive parfois que nous ayons des difficultés à lire certaines lettres: des mots, pas très bien écrits, sont durs à déchiffrer. Cela peut être source d'erreurs, et il peut même arriver que le sens d'une phrase soit ainsi transformé. Il est certain que l'idéal serait que vos lettres puissent être dactylographiées. Mais, et nous le savons parfaitement bien, cela est impossible pour la plupart d'entre vous...

Par contre ce que nous croyons possible de vous demander c'est d'écrire en MAJUSCULES tous les noms propres, de personnes, de villes, d'entreprises, etc., et d'indiquer en toutes lettres la signification des abréviations que vous êtes amenés à utiliser, par exemple : IUT : institut universitaire de technologie ; CPCAMRP : Caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, etc... Nous vous remercions de bien vouloir suivre ces petites indications, cela nous aidera beaucoup.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, *«l'Humanité rouge»* peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Signature : .....

culturel

Au centre régional hospitalier de Montpellier

SELECTION DU PERSONNEL PAR TESTS PSYCHOTECHNIQUES

Lorsqu'on fait une demande pour une place d'agent hospitalier — nom «scientifique» qui signifie en fait *femme de salle* — on est très étonnée de se voir convoquée à une série de tests psycho-techniques qui n'ont rien à voir avec le travail pour lequel on a fait une demande.

Ces tests veulent contrôler votre esprit logique, la façon dont vous maniez le langage mais surtout, et cela est grave, il y a également des tests de «la personnalité» qui, avec des questions comme *«Vous arrive-t-il d'avoir souvent des idées qui vous empêchent de dormir ?»*, essayent de dresser un personnage de celui ou celle qui répond à ces questions.

Cette investigation continue par un entretien à un psychologue qui vous interroge sur vos loisirs, vos frères et sœurs, vos parents — même si vous approchez la trentaine —, vos lectures, etc.

Ces méthodes sont des procédés fascisants qui n'ont pour but que d'embaucher ceux qui ont l'air le plus docile, le moins agressif, le moins révolté, ceux qui «accepteront» toutes les conditions d'exploitation dans le travail.

Mais ce qui est encore plus grave, c'est que lorsqu'après tous ces tests vous demandez si vous pouvez être assurés d'avoir une place, on vous répond avec cynisme que pour les remplacements à l'hôpital, on a toujours besoin d'avoir un certain nombre de personnes sur lesquelles on peut compter. C'est-à-dire que ces personnes seront testées et il ne restera plus qu'à faire un choix parmi elles suivant les besoins de l'hôpital.

Et cela la bourgeoisie peut se le permettre vu le nombre de chômeurs, en particulier à Montpellier qui en compte plus de 10 000.

Une lectrice.

L'OLIVIER
— QUI SONT LES PALESTINIENS ?
CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4è
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

A la librairie «La force du livre»

SUCCES DE L'EXPOSITION DE PEINTURES CHINOISES

Une délégation chinoise est venue visiter l'exposition (notre photo)

C'est avec enthousiasme que les amis de la librairie ont préparé cette exposition. Leurs efforts n'ont pas été vains, car dès le premier jour, de nombreuses personnes sont venues admirer les œuvres des peintres paysans du Houhsien (Chine).

Sur le plan culturel, ces peintures sont la preuve éclatante de la créativité et de la vitalité des masses populaires, elles sont le reflet du socialisme triomphant. Elles constituent un exemple concret de l'art au service du peuple, quelque chose de neuf, quelque chose qui arrache l'admiration. C'est en ce sens que l'exposition a été appréciée par l'ensemble des visiteurs, nombreux et de tous âges.

Le mercredi 24 mars, plusieurs représentants de la délégation chinoise à la Foire internationale de Lyon sont venus visiter l'exposition. Ils ont porté beaucoup d'intérêt à cette manifestation culturelle, si modeste qu'elle soit. La visite s'est terminée par un «vin d'honneur» qui rassemblait de nombreux amis de la Chine, dans une librairie pleine à craquer. Après avoir levé le verre à l'amitié entre les peuples français et chinois, la délégation chinoise a souhaité beaucoup de succès pour l'exposition et aussi pour la librairie.

L'exposition est prolongée jusqu'au 10 avril (du mardi au samedi, de 14 h à 19 h 30).

A partir du 10 avril, l'exposition sera à la disposition de ceux qui pourront l'utiliser de toutes les manières possibles (écrire à la Force du livre — 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon).

La République populaire de Chine a été à l'honneur ces derniers temps à Lyon. Sa présence à la 58e Foire internationale est un événement dont on parle beaucoup. Le pavillon chinois (800 m2) a été très apprécié par la population lyonnaise. Y étaient exposés des articles de l'industrie légère, des articles textiles et des ouvrages d'art artisanal de Pékin. 100 000 visiteurs l'ont visité, annonçait l'agence Chine nouvelle, deux jours après l'ouverture de la Foire... et l'affluence n'a jamais cessé tous les jours suivants.

Jeux

Pour vos enfants, le monopoly

Un guide du parfait capitaliste

Tout le monde connaît le jeu du monopoly. C'est un jeu «de société» ancien auquel on s'adonne quand on est jeune. C'est un exemple de propagande et de manipulation idéologique des enfants par la bourgeoisie.

La notice d'emploi du jeu est une véritable «perle» qui parle d'elle-même.

L'idée du jeu est de vendre, acheter ou louer des propriétés d'une manière profitable de telle sorte que *«l'un des joueurs devienne le plus riche et même arrive au monopole»*.

N'est-ce pas là une magnifique description du monde capitaliste des «affaires».

«Il faut tâcher d'acquérir des propriétés pour percevoir des loyers des adversaires s'y arrêtant. Les loyers augmentent beaucoup suivant la construction des maisons et des hôtels, il est donc sage de bâtir sur vos terrains.»

On ne dira pas que les auteurs du jeu ne font pas preuve d'objectivité (chère à la bourgeoisie). La subtilité est dans toute la nuance des termes.

«CE N'EST QU'UN JEU»

Ce n'est pas méchant, vous dit-on :

«Ce jeu est un jeu de commerce, d'adresse et d'agrément» (sans commentaire !)

«Parfois on arrive en prison» (C'est eux qui soulignent ce terme).

«Le jeu consiste en cases représentant des récompenses ou des pénalités»

Autrement dit la carotte et le bâton chers à la classe dominante.

«Si le joueur décline l'offre d'achat (d'une propriété) *le banquier doit immédiatement la mettre aux enchères et doit la vendre au plus offrant»*.

Interdiction de perdre du temps : le plus d'argent et le plus vite possible (si vos petits enfants ne deviennent pas tous des petits Boussac ou des petits Doumeng après ça, c'est qu'ils n'ont rien compris).

Et ici on retrouve la loi du profit maximum :

«L'avantage de posséder des maisons et des hôtels plutôt que des terrains nus, est que les loyers perçus sont bien plus élevés que ceux des terrains en friche et offrent un bénéfice plus grand au propriétaire.»

LES SAISIES

«Le joueur qui fait faillite (...) doit donner à ses créanciers toutes les valeurs qu'il possède et se retirer du jeu (...) Si un joueur est incapable de payer ses impôts ou ses amendes,... la banque confisquera toute sa fortune et fera une vente aux enchères au plus offrant en vendant tout.»

Et enfin la notice se termine par ces 2 phrases (soulignées par eux) :

«N'aidez pas les autres joueurs à sauvegarder leurs biens. Le gagnant est celui dont la fortune est la plus grande.»

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

Vu par les travailleurs de Fougères

Les travailleurs en manifestation pour protester contre les interpellations de leurs camarades (24 mars 1976).

l'Humanité Rouge

document

Les étudiants en lutte

Lundi, les étudiants rentreront dans les facultés après les vacances de Pâques. Celles-ci sont intervenues alors que la lutte des étudiants contre la réforme du second cycle appelée encore réforme Soisson, était en plein essor. Qu'est-ce que cette réforme ? Comment poursuivre la lutte ? Ce sont là les questions auxquelles nous répondons ici.

Le PCF et ses courroies de transmission

Un sabotage délibéré de la lutte

(Extraits d'un bulletin des étudiants marxistes-léninistes de Brest)

En voyant le comportement des révisionnistes du PCF (c'est-à-dire ceux qui révisent le marxisme-léninisme : exemple la dictature du prolétariat), beaucoup ne sont pas d'accord avec eux mais pensent que, tout de même, ce sont des gens qui veulent sincèrement lutter, et qui font des erreurs, n'emploient pas les bons moyens, qui sont «mous» à côté de ceux qui veulent une lutte dure. .

Bien sûr, il y a des militants de base UNEF, UEC, SNESup*, qui se trompent mais nous affirmons, quant à nous, qu'il s'agit d'une politique délibérée.

Les faits abondent :

– A Paris IX, Gauvin, militant du PCF membre du bureau national du SNESup et aussi directeur d'UER, mène une politique révélatrice. En effet, les enseignants et leurs organisations syndicales refusent de rendre les notes des étudiants à l'administration en cours d'année, estimant qu'il s'agit d'un moyen intolérable de pression sur les étudiants. Les enseignants vacataires sont en grève administrative et refusent aussi de remettre les notes à l'administration. Eh bien, Gauvin leur apporte son «soutien» à sa façon.

Gauvin transmet la liste des enseignants «coupables» au président de l'université pour que celui-ci entame une procédure disciplinaire. Et ça n'a pas tardé ! Les lettres recommandées commencent à arriver. Sommé par une délégation de se justifier, Gauvin a refusé de revenir sur sa position et se propose même maintenant de retenir une journée de salaire par jour de retard dans la remise des notes.

– A Dijon, dans une manifestation, le service d'ordre du PCF a agressé des étudiants qui scandaient : «A bas l'université bourgeoise ! Ouverture des restaurants universitaires aux travailleurs, non à l'école capitaliste de Soisson, Non à l'école capitaliste de Juquin» (Juquin est le «spécialiste» de l'éducation au PCF).

– Lors de l'AG de Nanterre préparant la manifestation du 10 mars, il avait été dit clairement qu'il n'y aurait pas de banderoles d'organisations. Une quarantaine de membres de l'UNEF se sont mis en tête du cortège avec une banderole. Les autres étudiants ont alors scandé : «UNEF trahison», et ont été agressés physiquement. Finalement, le groupuscule UNEF a été rejeté en queue de manifestation. Dans beaucoup d'endroits, leurs sabotages sont ouvertement dénoncés, à Rennes, Nantes, Reims, etc.

– A Brest, aussi, ils sont contre la lutte conséquente. Au début de la mobilisation, ils ont proposé de simples journées d'action bidons, en précisant bien que cela n'impliquait pas forcément la grève. Voyant que leur ligne ne passait pas, ils se sont ralliés en paroles à la grève, après avoir refusé de la voter en lettres.

Mardi, lors de la manifestation commune avec les travailleurs de l'arsenal, devant la porte Jean-Bart, ils ont traité de «provocateurs» les ouvriers qui cognaient sur les portes et ils ont appelé les étudiants à se retirer. Puis ils se sont séparés de la manifestation, rassemblant à grand peine une cinquantaine de personnes. Voyant le peu de succès de leur manœuvre qui fut vivement dénoncée, ils ont demandé un vote sur leur proposition qui fut franchement écrasée. La manifestation est alors repartie vers la porte du Carpon et à un coin de rue, certains membres du SO de la CGT ont, sur la demande de l'UNEF, bloqué la manifestation étudiante. Les travailleurs qui n'ont pas vu ce qui se passait ont alors pris les étudiants pour des «rigolos», des «dégonflés». Ceci s'est passé à de multiples reprises en mai 68.

Le lendemain, à la chambre patronale lors de l'occupation, ils ont appelé les étudiants à se retirer rapidement et ont fait tout un foin sur les médailles du travail (vous savez, ces hochets, pour esclaves où on voit un ouvrier à genoux devant son patron) qui ont été prises.

Tous ces faits, toutes ces pratiques, c'est l'expression d'une ligne politique, d'une nouvelle couche bourgeoise qui cherche à s'emparer du pouvoir et gérer le système capitaliste à son profit. Cette nouvelle bourgeoisie, bourgeoisie bureaucratique d'État, est représentée notamment par les dirigeants du PCF, appuyée sur des éléments petits-bourgeois (parfois grands-bourgeois) à l'université, corporatistes (c'est très net en droit), opposés à la démocratie de masse.

* UEC : Union des étudiants «communistes». UNEF : Union nationale des étudiants de France. SNESup : Syndicat national de l'enseignement supérieur. Organisations contrôlées par les révisionnistes.

TOUS EN GREVE GENERALE DANS LES FACULTES !

Appel de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

La semaine avant les vacances a vu se développer et se durcir les luttes étudiantes. C'est ainsi que des lycéens nous ont déjà rejoints dans le mouvement. C'est ainsi que des étudiants, comme à Bordeaux, n'ont pas hésité à affronter directement les flics.

Mais cet essor des luttes étudiantes n'est pas un fait isolé. Il est en effet lié à la situation générale de lutte en France, que ce soit dans la classe ouvrière ou dans la paysannerie qui de plus en plus souvent ripostent par la violence populaire à la violence réactionnaire de la bourgeoisie et de ses flics.

C'est dans la lutte que les étudiants, dans la grande majorité, ont compris le rôle de traître au mouvement de masse de l'UNEF. Les luttes étudiantes doivent prendre maintenant une nouvelle ampleur.

PRENONS EN MAIN NOS LUTTES !

Nous devons dès la rentrée nous mettre en grève générale. C'est de cette façon seulement que notre lutte ira de l'avant. C'est de cette façon seulement que nous mobiliserons efficacement et durablement.

Donnons-nous en les moyens en organisant des piquets de grève chargés de la faire respecter.

Il faut également, pour que le mouvement soit réellement de masse, que les étudiants se donnent des formes d'organisations démocratiques où ils puissent diriger et contrôler leur mouvement, prendre la parole et développer leurs initiatives. Dans cette optique, il faut élire un comité de grève composé d'étudiants réellement combatifs et réellement représentatifs des étudiants en lutte, responsables devant les assemblées générales et révocables à tout moment par elles.

Mettre en place une telle organisation démocratique c'est mettre en échec toute tentative de récupération des deux UNEF ou des trotskystes visant a utiliser les étudiants comme masse de manœuvre au profit des partis bourgeois de la gauche.

Dans cette perspective de grève générale, le problème majeur qui se posera aux étudiants en lutte sera celui des examens. C'est pourquoi nous pensons que les étudiants doivent faire en sorte que les enseignants en signe de solidarité et de soutien, accordent leurs examens à tous les étudiants, afin de ne pas favoriser les étudiants non grévistes et à mettre en échec les menaces d'Alice Saunier.

OUVRIERS, PAYSANS, ÉTUDIANTS, LYCEENS UNITÉ

Comme cela a déjà commencé à se faire dans de nombreuses facultés, il faut considérer comme essentiel de réaliser à un vaste échelon l'unité à la base et dans l'action contre le capitalisme, avec les ouvriers et les paysans.

C'est en effet contre le même ennemi que nous luttons : la bourgeoisie qui cherche à nous faire payer les frais de la crise capitaliste en mettant des travailleurs de plus en plus au chômage et qui n'hésite pas à leur lâcher ses flics.

UNE SEULE SOLUTION : LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Il ne faut pas en effet se bercer d'illusions, car tant que régnera le système de l'exploitation de l'homme par l'homme ; chômage et licenciements seront le lot de tous les travailleurs. Seul un système socialiste de dictature du prolétariat permettra de répondre véritablement aux aspirations des masses et de la jeunesse en particulier.

Qu'est-ce que la réforme du second cycle ?

Une stricte adaptation aux besoins capitalistes immédiats.

Le système d'habilitation n'autorise une faculté à dispenser un enseignement que pendant 5 ans et s'il correspond à des possibilités d'emploi dans le secteur d'activité de la formation proposée. Le numérus clausus est généralisé, le nombre d'étudiants de ces formations sera strictement fonction du nombre de débouchés offerts par le patronat local ou national. Par l'intermédiaire des Groupes d'études techniques, le patron contrôle directement l'emploi des «fonds publics», la formation et les débouchés.

Une sévère sélection idéologique pour former des cadres plus dociles et répressifs.

Après le DEUG (deux années de bachotage et de contrôle, abrutissement par un enseignement coupé de la vie) les nouvelles licences et maîtrises seront définies par le patronat (horaires, contenus: modalités du contrôle des connaissances, mise en œuvre des formations). Le patronat contrôlera par des stages alternés la docilité des étudiants, et leur capacité à encadrer les travailleurs.

Liquidation des debouchés de l'enseignement

Le projet de création des Centres de formation des maîtres, la diminution des postes en CAPES-AGREG* liquident ce débouché traditionnel en instaurant un contrôle total, arbitraire, notamment par des tests psychologiques permettant d'éloigner «les mauvais esprits rebelles».

Quel avenir pour l'étudiant ?

Ou bien chien de garde du capital, testé tout au long de la scolarité, par les stages en entreprise : ou bien la déqualification, le chômage, le recyclage.

Cette réforme doit être replacée dans le cadre de la crise du système capitaliste :

- Politique dite de «vérité des prix» (40 % pour les loyers en cité universitaire, 38 % pour le restaurant-universitaire).
- Ajustement strict des enseignements aux débouchés.
- Contrôle idéologique à tous les niveaux.
- Mesures répressives : levée des franchises universitaires, augmentations du nombre de vigiles notamment dans la région parisienne, afin d'empêcher toute expression politique.

Cette réforme répond à la crise profonde de la bourgeoisie : renforcer le ghetto universitaire et la sélection idéologique, afin d'empêcher toute alliance possible des étudiants avec les luttes populaires.

* Concours ultra-sélectifs pour l'attribution de postes d'enseignants.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 2e trimestre 1976